

de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Alger, le 11 mai 1944.

DE GAULLE.  
Par le Comité français  
de la Libération nationale :  
Le Commissaire aux Finances,  
Pierre MENDES-FRANCE.

Décret du 12 mai 1944 portant composition de la Commission de vérification des dépenses soumises à justification spéciale.

Par décret en date du 12 mai 1944, la Commission de vérification des dépenses soumises à justification spéciale, prévue par l'article 30 de l'ordonnance du 8 janvier 1944 portant fixation du budget du Comité français de la Libération nationale de l'exercice 1944 est composée ainsi qu'il suit :

M. René Cassin, Président du Comité Juridique, Membre de l'Assemblée Consultative Provisoire.

M. Albert Bosman, Vice-Président de l'Assemblée Consultative Provisoire, Vice-Président de la Commission des Finances de l'Assemblée Consultative Provisoire.  
M. Duval, Directeur général de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

Décret du 19 mai 1944 déterminant, pour le Commissariat aux Finances, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943, relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.

Le Comité français de la Libération nationale.

Sur le rapport du Commissaire aux Finances.

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux ;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du Commissaire aux Finances ;

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — La liste des emplois supérieurs dont les titulaires sont visés par l'article 2 de l'ordonnance susvisée du 21 décembre 1943 est arrêtée ainsi qu'il suit :

1<sup>o</sup> Inspection des Finances :

Inspecteur Général ;  
Inspecteur ;

2<sup>o</sup> Cour des Comptes :

Premier Président ;  
Président de Chambre ;  
Procureur Général ;  
Conseiller Maître ;  
Conseiller référendaire ;  
Greffier en Chef ;

3<sup>o</sup> Administration Centrale :

Secrétaire Général ;  
Directeur Général ;  
Directeur ;  
Directeur Adjoint ;  
Chef de Service ;  
Sous-Directeur ;  
Administrateur ;  
Chef de Division ;  
Chef de Bureau ;  
Sous-Chef de Service ;  
Sous-Chef de Bureau ;  
Chef de section ;

4<sup>o</sup> Régies financières (Services extérieurs) :

Directeur ;  
Sous-Directeur ;  
Inspecteur principal ;  
Inspecteur général des cultures et des manufactures ;

Contrôleur principal des manufactures ;  
Ingénieur en Chef des Manufactures ;  
Ingénieur des manufactures ;  
Entrepreneur principal ;

5<sup>o</sup> Service du Trésor :

Trésorier payeur général ;  
Trésorier payeur général de l'Algérie et pays de protectorat ;  
Trésorier payeur colonial ;

Payeur Principal de la Trésorerie d'Algérie ;

Payeur Particulier de la Trésorerie d'Algérie ;

Receveur des Finances ;

Receveur — Percuteur ;

6<sup>o</sup> Contrôles de l'Economie Générale :

Directeur ;

Sous-Directeur ;

Inspecteur Principal ;

7<sup>o</sup> Autres Services :

Chef du Séquestre des biens ennemis ;  
Chef de Service administratif (Monnaies et Médailles) ;

Cassier Agent comptable des Monnaies et Médailles ;  
Contrôleur principal des Monnaies et Médailles ;

Chef du service de la Comptabilité, du personnel et du Contrôle de l'Imprimerie Nationale ;

Agent Comptable de l'Imprimerie Nationale.

Art. 2. — Le Commissaire aux Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Alger, le 19 mai 1944.

DE GAULLE.  
Par le Comité français  
de la Libération nationale :

Le Commissaire aux Finances,  
Pierre MENDES-FRANCE.

Décret du 23 mai 1944 relatif à la prorogation du privilège d'émission dans les Colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion.

Le Comité français de la Libération nationale.

Sur le rapport du Commissaire aux Finances et du Commissaire aux Colonies ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu les lois du 30 avril 1849, du 11 juillet 1851, du 24 juin 1874, du 13 décembre 1901, du 30 décembre 1911, du 24 décembre 1912, du 30 décembre 1913, du 30 décembre 1914, du 30 décembre 1916 ;

Vu la loi du 21 mars 1919, ensemble la loi du 23 mai 1927 la modifiant, prorogeant le privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, et les statuts annexés à ladite loi ;

Vu l'ordonnance du 2 mars 1943 réglant la circulation monétaire à la Réunion ;

Vu l'ordonnance du 2 février 1944 transformant la Caisse centrale de la France libre en Caisse centrale de la France d'outre-mer ;

Vu l'ordonnance du 12 mars 1944 relative au privilège d'émission dans les Colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ;

Vu les décrets des 30 mars et 23 avril 1944, relatifs à la prorogation du privilège d'émission dans les Colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Le privilège d'émission des Banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, créé par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 mars 1919, est prorogé du 31 mai au 30 juin 1944.

Art. 2. — Le Commissaire aux Finances et le Commissaire aux Colonies sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Alger, le 23 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité français  
de la Libération nationale :

Le Commissaire aux Finances p.i.,  
P. GIACOBBI.

Le Commissaire aux Colonies,  
R. PLEVEN.

Arrêté du 12 mai 1944 portant détachement d'un fonctionnaire réintégré

Par arrêté en date du 12 mai 1944, M. Cresson, contrôleur principal de l'Enregistrement, réintégré dans les cadres de l'Administration des Finances par arrêté en date du 17 janvier 1944, est mis, sur sa demande, à la disposition du Commissariat aux Affaires étrangères pour exercer ses fonctions auprès de la Résidence Générale de France au Maroc.

## COMMISSARIAT A L'EDUCATION NATIONALE ET A LA JEUNESSE

Décret du 19 mai 1944 déterminant, pour le Commissariat à l'Education nationale et à la Jeunesse, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.

Le Comité français de la Libération nationale.

Sur le rapport du Commissaire à l'Education nationale et à la Jeunesse ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Dans les services dépendant du Commissariat à l'Education nationale et à la Jeunesse, sont considérés comme emplois supérieurs pour l'application de l'ordonnance du 21 décembre 1943, les emplois suivants :

a) Administration centrale :

— Tous les emplois jusqu'au grade de sous-chef de service et assimilés ;

b) Enseignement supérieur :

— Recteurs ;

— Directeurs, sous-directeurs, administrateurs des établissements d'enseignement supérieur et des bibliothèques d'Etat ;

— Professeurs titulaires, maîtres de conférences, chargés de cours ;

c) Enseignement du second degré :

— Vice-recteurs ;

— Inspecteurs d'académie ;

— Provisaires, directeurs de lycées, principaux de collèges classiques, directeurs de collèges modernes, directrices de cours secondaires de jeunes filles ;

— Censeurs ;

d) Enseignement du premier degré :

— Inspecteurs primaires ;

— Directeurs d'écoles normales ou d'instituts de formation professionnelle, secrétaires d'inspection académique, directeurs d'écoles ;

e) Enseignement professionnel :

— Directeurs des différentes écoles professionnelles et techniques ;

— Inspecteurs départementaux de l'Enseignement technique ;

f) Jeunesse et sports :

— Inspecteurs généraux et régionaux ;

— Chefs de services régionaux ;

g) Beaux-Arts :

— Inspecteurs généraux et inspecteurs de tous ordres ;

— Directeurs, conservateurs, administrateurs généraux, chefs de services administratifs et secrétaires généraux de tous ordres et de tous établissements relevant de la Direction des Beaux-Arts.

Art. 2. — Le Commissaire à l'Education nationale et à la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Alger, le 19 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité français  
de la Libération nationale :

Le Commissaire à l'Education nationale  
et à la Jeunesse,  
René CAPITANT.